

Somalie. Solidarité internationale pour un pays exsangue



La Somalie est aux mains de clans qui se livrent une guerre civile depuis le début des années 1990.

Alors que les prises d'otages se multiplient en Somalie, en mer comme sur terre, les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour tenter d'aider Mogadiscio à rétablir l'ordre dans ce pays en guerre civile depuis près de vingt ans.

150 millions d'euros nécessaires

Les pays riches, frappés par la crise économique, rechignent de plus en plus à aider le monde en développement, mais l'Onu, qui sera représentée par son secrétaire général, Ban Ki-moon, espère malgré tout récolter plus de 150 millions d'euros. Hier soir, la moitié de cette somme était déjà réunie. Sur les douze prochains mois, quelque 100 millions d'euros sont

nécessaires pour financer la mission de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), plus 35 millions d'euros en nature (véhicules blindés, tentes, équipement...), ainsi que 24 millions d'euros pour les forces somaliennes.

Alors que les missions militaires navales de l'Otan et de l'Union européenne dans le golfe d'Aden ne parviennent pas à enrayer la multiplication des attaques contre des navires, la piraterie n'est officiellement pas au programme de la conférence. Mais la situation en Somalie et la piraterie au large apparaissent bien liées. De plus en plus de clans somaliens se tournent en effet vers la piraterie, une des activités les plus lucratives dans un pays livré au chaos depuis le début d'une guerre civile en 1991.

> Et aussi...



IRAN. ROXANA SABERI SECOURUE PAR UN PRIX NOBEL

L'avocate iranienne et prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi, a fait savoir hier qu'elle allait prendre en charge la défense de la journaliste irano-américaine Roxana Saberi, condamnée à huit ans de prison pour espionnage. L'avocate a fait cette déclaration alors qu'elle recevait un « prix pour la dignité humaine » à Berlin et a précisé qu'elle se lançait dans ce combat à la demande de la famille de Roxana. (Photo EPA/MAXPPP)

ESPAGNE. L'ÉTAT AUTORISE UNE SÉLECTION D'EMBRYONS

C'est une première pour l'État espagnol, qui a décidé, hier, de donner le droit à deux couples de faire sélectionner leurs embryons. Une mesure prise dans le but de prémunir les futurs bébés contre un risque de cancer. La commission chargée de cette décision précise que le choix se fait au cas par cas, ce qui ne suffit pas à calmer la colère des milieux conservateurs et catholiques.

PAKISTAN. LES TALIBANS GAGNENT DU TERRAIN

L'avancée rapide des talibans au Pakistan oblige les puissances occidentales à tirer le signal d'alarme. Un groupe de combattants islamistes a violé un accord de paix en s'implantant dans un district situé à une centaine de kilomètres d'Islamabad. Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, s'est inquiétée de ce qui représente selon elle une « menace pour l'existence » du Pakistan.

SUISSE. ABANDONNÉE SUR LE PARKING D'UN HÔPITAL

Une femme gravement malade a été abandonnée, dans la nuit de lundi à mardi, devant un hôpital, dans le nord de la Suisse. Souffrant d'un cancer en état avancé, elle a été trouvée enveloppée dans une couverture sur le parking, incapable de donner son identité.

Espagne. Acculés à vendre leurs organes

Durement touchée par la crise, l'Espagne voit les annonces illégales de ventes d'organes se multiplier. Police et Justice ont été alertées de la recrudescence d'un phénomène qui leur était inconnu.

De notre correspondante en Espagne. C'est l'une des seules annonces à ne pas fixer de prix. César, un Équatorien de 28 ans installé à Santander, au nord de l'Espagne, est dans une situation si désespérée qu'il n'exige pas de montant minimum: « Je vends mon rein par nécessité. Je suis en bonne santé », indique son annonce laconique, mise en ligne il y a une semaine.

Petites annonces sur internet

Arrivé en Espagne il y a deux ans, ce boulanger-pâtisseries s'est retrouvé au chômage en septembre. Agences de travail temporaires, offres de la mairie, il ne parvient pas à retrouver ne serait-ce qu'un petit boulot. Ses allocations chômage se sont épuisées en janvier. « Mon fils de dix ans est resté en Équateur, je dois lui envoyer de l'argent et je ne sais plus comment m'en sortir », explique-t-il. « Il y a quelques jours, un ami m'a parlé de cette possibilité. J'ai pensé que si en plus cela pouvait aider quelqu'un d'autre... » Sans attendre, il a sauté le pas et

mis ses coordonnées en ligne, rejoignant ainsi le nombre grandissant de personnes qui cherchent à vendre un organe sur internet, en Espagne. Durement frappé par la crise, le pays a vu son taux de chômage pratiquement doubler en un an et il pourrait atteindre 19% l'année prochaine, selon le FMI. L'explosion de la bulle immobilière et le coup de frein brutal du secteur de la construction se profilent clairement derrière certaines annonces. « Vends rein pour rembourser mon prêt immobilier », clame ainsi un autre message. Mise à prix: 120.000 euros.

Entre 15.000 et un million d'euros l'organe

« Ce sont en majorité des gens nés dans le pays, mais il y a également des offres de personnes originaires d'Amérique Latine », souligne dans un communiqué, l'association espagnole de défense des consommateurs, Facua. Alarmée par cette explosion, elle a alerté mardi la Guardia Civil de l'existence d'au moins 31 annonces explicites. « Elles offrent de vendre des reins, des poumons et

de la moelle pour entre 15.000 et un million d'euros », remarque l'organisation.

Une législation stricte

Décidé à frapper fort, le parquet de Séville a, de son côté, lancé une enquête cette semaine sur un homme de quarante ans qui avait offert de vendre un rein contre 100.000 euros. « Ce type d'annonce est illégal », a précisé le ministère de la Santé, mardi, avant de rappeler que la transplantation d'un organe acheté serait de toute façon impossible, vue la transparence du système de santé espagnol. Depuis près de vingt ans, l'Espagne mène de loin la liste des pays leaders en donations et transplantations d'organe. César affirme, lui, qu'il ignorait commettre un acte illégal. Après les déclarations du ministère, il songe à faire marche arrière. « J'ai déjà bien assez de soucis comme ça », soupire-t-il. « Mais maintenant, je ne sais vraiment plus quoi faire. Peut-être devrais-je finalement rentrer au pays ».

Elodie Cuzin



Afrique du Sud. Zuma, vainqueur annoncé



Jacob Zuma (à droite) était crédité de 60% d'intentions de vote.

Les Sud-Africains votaient hier pour des élections générales qui

donnaient comme grand favori Jacob Zuma, le chef du Congrès national africain (ANC). Cet homme politique de 67 ans, à la fois populaire et controversé, devrait prendre le pouvoir à l'issue des quatrièmes élections libres dans le pays, quinze ans après la chute de l'apartheid.

Une participation massive

Pas de moins de 23 millions d'électeurs étaient attendus aux urnes pour renouveler l'Assemblée nationale et les parlements provinciaux. Selon les prévisions, les députés de l'ANC devraient être majoritaires, ce qui serait synonyme de victoire pour Zuma. L'ensemble de la journée s'est déroulé dans le calme, coupant court aux craintes d'agitation de la part des partis de l'opposition, très hostiles au candidat du parti

majoritaire. La participation a été très importante, certains bureaux de vote se retrouvant même à court de bulletins. Après quatorze heures de scrutin, plusieurs personnes formaient toujours des files d'attente en attendant de pouvoir voter, mais elles ont tout de même pu déposer leur vote après la fermeture des bureaux.

Zuma et Mandela acclamés

Nelson Mandela et Jacob Zuma ont créé la liesse lors de leurs déplacements de la journée. Le prix Nobel de la Paix s'est rendu dans le quartier résidentiel de Houghton, à Johannesburg, où des centaines de personnes ont acclamé celui qui a été le premier président noir du pays. La même ferveur s'est emparée du village natal de Jacob Zuma, Nkandla, en pays zoulou, quand le chef de

l'ANC a effectué son devoir citoyen. Des centaines de personnes l'y attendaient et l'ont accueilli par des chants et des danses.

Après la campagne

Cette journée de scrutin a marqué la fin d'une campagne qui se sera essentiellement concentrée sur la personnalité controversée de Zuma. Le candidat a bénéficié juste avant l'élection d'un abandon des poursuites pour corruption à son encontre, dans des conditions douteuses. Cette attention portée au candidat lui a été favorable, permettant d'éviter de débattre du bilan de son parti dans un pays où plus de 43% des habitants vivent avec moins de deux dollars par jour. Malgré ses promesses de campagne, Zuma aura plus de mal à gagner ce combat-là.

Au Kenya, les hommes font fuir les animaux



Le nombre d'animaux dans le parc du Masai Mara, au Kenya, a diminué de manière alarmante. Entre 1989 et 2003, la population des girafes, par exemple, a décliné de 95%, mais toutes les espèces, comme les éléphants, sont touchées. L'augmentation des mises en cultures, l'accroissement des villages et du nombre de troupeaux ont réduit les superficies de pâturages disponibles pour la faune, entraînant son déclin. Pourtant, les Masai ont intérêt à préserver cet écosystème : ils perçoivent une part des revenus générés par les touristes qui visitent le parc. (Photo AFP)

La question du net

| | | |
|--------------------------------------|--------------|------|
| Exposition de corps humains à Paris. | OUI | 46 % |
| Fallait-il l'interdire ? | NON | 42 % |
| | Sans opinion | 12 % |

710 votants

Sans opinion

La question du jour.

Les salariés menacés dans leur emploi vont-ils trop loin ?